

En page 2 :
L'ORGANISATION ET LE
PROGRAMME DE L'AÉRO-
NAUTIQUE FRANÇAISE

FIN DU DÉBAT FINANCIER A LA CHAMBRE EXCELSIOR

10^e Année. — N° 3.169. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes. — « Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON
Pierre Lafitte, fondateur. Téléphone : Gutenberg 02-73 - 02-75 - 15 00. — Adresse télégr. : Excel-Paris. 80, rue d'Enghien, Paris.

VENDREDI
25
JUILLET
1919

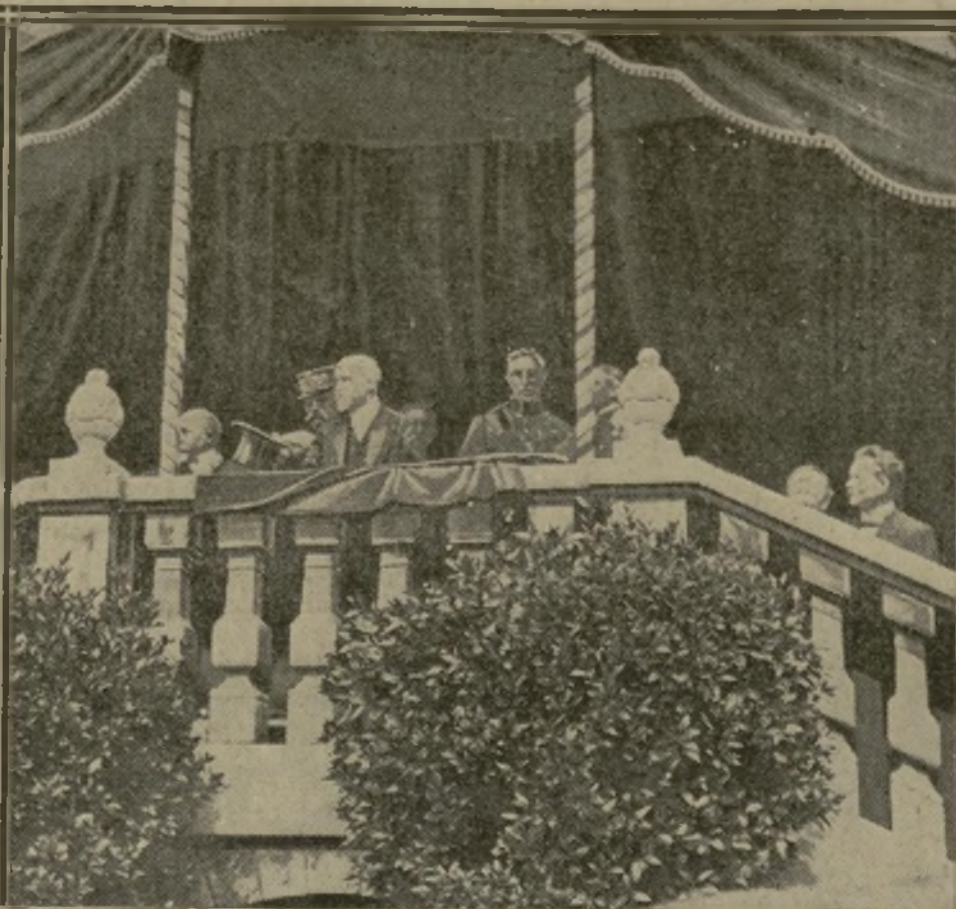
On n'est mal-
heureux que par
comparaison.
SENEQUE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ET LE MARÉCHAL FOCH A MALINES, GAND ET ANVERS



LE CARDINAL MERCIER REÇOIT LE ROI ET M. POINCARÉ

La visite du président de la République et du maréchal Foch à Gand, Malines et Anvers n'a été qu'une interminable acclamation. A Gand, M. Pirenne, recteur de l'Université, a remis le diplôme de docteur en droit à M. Poincaré. A Malines, le président, reçu au seuil de la cathédrale, en compagnie du roi Albert,



LE MARÉCHAL FOCH, LE PRÉSIDENT ET LE ROI A GAND



A ANVERS : LE PRÉSIDENT, LE ROI, M. PICHON, LE M^r FOCH

par l'héroïque cardinal Mercier, a épinglé sur la robe pourpre de celui-ci la croix de guerre française. Le président a ensuite gagné Anvers en automobile. Ayant visité le port en bateau, M. Poincaré, répondant au bourgmestre, a assuré que la France aiderait la Belgique à relever son commerce maritime.

UN DÉBARQUEMENT DE FORCES ALLIÉES DANS LE PORT DE SMYRNE, EN TURQUIE D'ASIE



UN TRANSPORT CHARGÉ DE TROUPES VIENT D'ARRIVER A QUAI

Des forces franco-britanniques occupent la Syrie et la Palestine. Les Anglo-Indiens sont en Mésopotamie, les Italiens à Adalia. Le port de Smyrne est tenu par des contingents anglais, français, grecs et italiens. Ce sont nos soldats qui occupent les forts de la ville. Des troupes italiennes et britanniques tiennent



SOLDATS GRECS NOUVELLEMENT DÉBARQUÉS POUR OCCUPER LA VILLE

certain points des environs. Les Grecs sont dans la ville même. Plusieurs bâtiments de guerre alliés stationnent dans la rade. Cette occupation, qui a semblé très dure aux Turcs, était nécessitée par des mesures de précaution. On voit ici, sur le même quai, des soldats grecs et français et des marins italiens.

LE CHATEAU DE MADRID, OU VONT ÊTRE LOGÉS LES MEMBRES DE LA DÉLÉGATION BULGARE

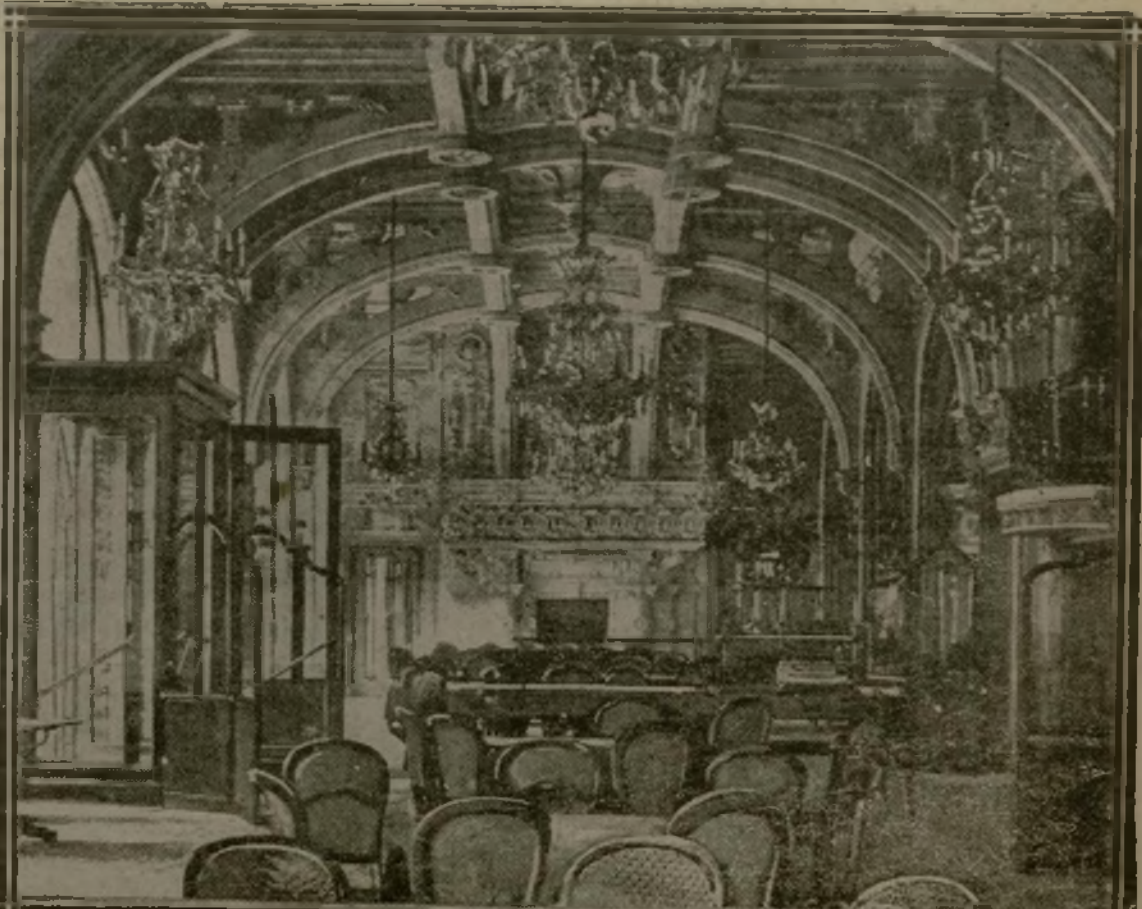


LA FAÇADE DU CHATEAU DE MADRID, A NEUILLY

La délégation bulgare, qui comprend au total une cinquantaine de personnes, dont plusieurs ministres, a quitté Sofia, se rendant à Paris. Elle est attendue aujourd'hui et va s'installer aussitôt à Neuilly, au château de Madrid. Le hasard veut qu'elle se trouve ainsi à proximité du siège actuel du gouvernement



UN COIN DU SALON SUR LES JARDINS



LA SALLE A MANGER RÉSERVÉE AUX DÉLÉGUÉS BULGARES

monténégrin exilé. La mission militaire qui accompagne les Bulgares sera dirigée par le colonel Henry. Le chef de la mission bulgare est M. Theodoroff, président du Conseil à Sofia. Tout est prêt, à Neuilly, pour recevoir les délégués, qui auront à leur disposition la plus grande partie du château et les jardins.

Ayuntamiento de Madrid

LES TRAVAUX DE LA PAIX

NOTRE AÉRONAUTIQUE
SON ORGANISATION
ET SON PROGRAMME

ON ENVISAGE LA CRÉATION PROCHAINE D'UN MINISTÈRE DE L'AIR

Nous aurons dans les ambassades un "attaché de l'air", qui représentera l'aviation civile, l'aviation militaire et l'aviation maritime.

Nous avons pu avoir, hier, une longue conversation avec une personnalité appartenant aux services de l'aéronautique, et voici ce qu'il nous est permis d'en raconter : — Le général Duval a pris en main tout ce qui concerne le domaine de l'air ; il est donc à la tête d'un nouvel organisme réunissant diverses branches qui étaient avant plus ou moins séparées : l'aéronautique maritime, l'aéronautique militaire et le service de la navigation aérienne ; ce dernier avait un titre civil qui prêtait un peu à confusion. Voici donc le général Duval chef de l'O. C. G. A.

— Vous seriez tout à fait aimable de traduire.

— C'est vrai ! Avec notre manie de l'aviation nous accumulons les rébus ; eh bien ! l'O. C. G. A. est, pour parler plus clairement, l'Organe de coordination générale aéronautique.

— Parfait ! L'aviation civile, qu'on opposait à l'aéronautique militaire, est donc devenue le service de la navigation aérienne. Quel est son rôle, maintenant ?

L'aviation civile

— Il n'a pas été modifié en même temps que son titre. Son programme est toujours de créer une aviation civile, d'étudier les marchés, la législation qui pourrait lui donner un corps et une vie. Il est chargé, en un mot, de préparer le terrain aux compagnies d'aviation. Il organise cette chose nouvelle : l'aviation civile et commerciale, et si des militaires s'occupent, c'est pour remettre celle-ci installée et viable aux civils qui nous suggéreront.

— Ce but précis, vous l'avez enregistré le 40 mai dans votre interview du colonel Sarcey, directeur de ce service, et si j'ai gardé la mémoire de votre article, c'est qu'il figure dans nos archives de presse. Les militaires ont actuellement les outils

GÉNÉRAL DUVAL.
(Phot. Excelsior.)

qui peuvent servir à la France de demain ; mais ils les passeront, avec la consigne, et le plus rapidement qu'il se pourra, à ceux qui auront la charge d'une exploitation utile.

— Mais votre organe de coordination générale est d'une importance telle qu'il me semble bien près d'être un ministère de l'air ?

— C'est un acheminement vers un nouveau sous-secrétariat d'Etat. L'Angleterre a un ministère de l'Air, l'Italie veut en créer un. Pourquoi ne suivrions-nous pas ces deux exemples ? Ce ministère en engloberait plusieurs autres : la Guerre, la Marine, le Commerce et les P. T. T. En fait, comme organe et fonctions, nous sommes un peu ce ministère, et je prévois que, dans six mois, il sera doté du titre. Le général Duval cédera alors la place au député qui sera désigné parmi les plus qualifiés.

Les attachés de l'air

— On a déjà agité une question qui a son intérêt : savoir si nous aurons dans les ambassades, tout au moins dans les principales, un attaché de l'air. Les Anglais en ont un à Paris : le colonel Leslie. Avant la guerre, nous avions un attaché militaire et un attaché naval ; depuis, nous avons un attaché commercial. Nous en aurons un quatrième qui sera leur égal. On a demandé : pourquoi ne serait-il pas simplement adjoint à l'attaché militaire ? Mais parce que cet attaché de l'air représentera l'armée, l'aviation militaire, l'aviation maritime et l'aviation civile. Il touchera à trois départements, alors que les autres ne touchent qu'à un seul. Il aura donc besoin de la même indépendance et personnellement fait d'opposition au principe de cette création et au principe de cette liberté.

— Pour le moment, on se contente de mettre sous l'autorité du général Duval tout ce qui concerne le domaine de l'air.

L'aéronautique militaire de paix

Rien que pour l'aéronautique militaire, nous avons fort à faire, car le passage du pied de guerre au pied de paix n'est pas sans difficultés. Nous avons vu, nous nous sommes distingués à force d'improvisation, et quelques-uns ont été fort onéreux. Il faut, maintenant, restreindre les dépenses et songer aux économies. Notre aviation s'est affirmée la première du monde au cours des hostilités, et nous ne pouvons déchoir. Force nous est d'obtenir à des préoccupations d'économie, mais il ne faut pas dissimuler que nos ressources doivent demeurer considérables. Si nous voulons une aviation française — et nous avons le plus gros intérêt à en posséder une — il faut mettre en œuvre beaucoup d'argent.

— C'est une arme de luxe, mais elle est indispensable. Sommes-nous assez riches pour conserver une aviation digne de nous ? Toute la question est là ! Si oui, travaillons et dépensons ce qui est nécessaire. Si non, il faut laisser tomber. Entre ces solutions extrêmes, pas de milieu. Il est indispensable, en effet, de pouvoir faire les choses grandement. Nos services techniques, par exemple, sont notoirement insuffisants. Nous avons besoin d'un matériel moins nombreux, mais nos efforts doivent être orientés vers l'étude d'un matériel tout à fait au point, impeccable. Une forte aviation ne nous sera pas seulement utile au point de vue militaire, mais encore au point de vue industriel et commercial. Elle représente le progrès en marche, et les services aériens sont à créer.

comme on a créé notre réseau de voies ferrées.

— En somme, nous ne travaillons pas pour nous, mais pour nos enfants, et en cela nous imitons nos pères : la civilisation ne progresse que dans ces conditions. Les Anglais marchent à fond. On nous a reproché de passer plus lentement qu'eux du militaire au civil. La raison est que leurs gros avions de bombardement étaient tout de suite transformables en avions de commerce. Et puis, nous avons mis à travailler en silence. Nous n'avons pas de dirigeables. Nous allons en commander un. Les Anglais ont réalisé un raid magnétique au-dessus de l'Atlantique. La performance leur coûte des millions. Nous ne pouvons engager de telles sommes pour une randonnée sportive, et nous nous contenterons d'assurer des communications avec l'Algérie par-dessus la Méditerranée.

Le recrutement

— La nécessité de conserver une aviation militaire est subordonnée à la question des crédits du recrutement. Nous ne savons pas quelle sera la durée du service obligatoire. On ne forme pas des pilotes, des moniteurs comme des soldats. Il faudra donc faire un recrutement spécial et offrir des primes de rengagement particulières.

— Et le matériel non plus ne s'improvise pas. Rien que pour construire un dirigeable, il faut deux années de travail. On a fait des copies de zeppelin, et pour les transports il y a lieu d'avoir recours à des masses permettant un gros tonnage. Toute une série de perfectionnements est à l'étude. L'hélium, qui était hier un gaz de laboratoire, sera demain d'un emploi courant, et déjà l'Amérique en produit dans des conditions qui ont fait baisser son prix de revient. Vous savez que ses avantages sont dans son extrême légèreté (il n'est que deux fois plus lourd que l'hydrogène), et dans la sécurité qui résulte de son utilisation. Il est inflammable. En temps de guerre, il sera donc à l'abri des dangers de la construction, on pourra sans danger rapprocher les moteurs de la masse gazeuse. Il coûte encore 15 francs le mètre cube, mais on prévoit qu'il pourra descendre peut-être à 5 francs.

— Alors, vous pouvez conclure que nous continuons pour la France victorieuse et pacifique la besogne que nous avons entreprise pour le pays en armes. Nous sommes, mais il faut du temps pour que les moissons sortent de terre.

Roger VALBELLE.

L'affaire
des faux vins portugais

Le conseil de guerre est saisi

Le gouvernement militaire de Paris vient de transmettre au 1^{er} conseil de guerre l'ordre d'information contre M. Jean Prat, banquier à Olot (Espagne), inculpé de tentative de corruption de fonctionnaire, et contre X., pour faux usage de faux, complicité et tentative de spéculation illicite. Ces inculpations se rapportent à l'affaire des faux vins portugais, dans laquelle sont déjà inculpés le comte Perrault de Jotemps et M. Frédéric Frank-Puau, pour corruption de fonctionnaire, ainsi que MM. Bouquet, Bousquet et Chailion, prévenus de cession d'un titre d'importation.

M. de Gallardo, ingénieur d'industrie, s'est dessaisi définitivement de cette affaire au profit du capitaine de Courty, rapporteur près le 1^{er} conseil de guerre.

L'ordre d'information vise quatre ordres d'inculpation différents :

- 1° Faux et usage de faux, corruption de fonctionnaire et tentative de corruption, spéculation illicite. Aucun inculpé nommé ; l'information est dirigée contre « tous inconnus » qui seraient dévoués ;
- 2° Corruption de fonctionnaire et complicité. Deux inculpés : MM. Frédéric Frank-Puau et Ernest Perrault de Jotemps ;
- 3° Cession d'un titre d'importation et complicité. Quatre inculpés : MM. Bouquet, Perrault de Jotemps, Bousquet et Chailion ;
- 4° Tentative de corruption de fonctionnaire. Un seul inculpé : M. Jean Prat, banquier à Olot (Espagne).

Le capitaine rapporteur ne fera subir le premier interrogatoire à tous ces inculpés, en présence de leurs défenseurs, que la semaine prochaine.

L'ordre des élections

Le groupe de l'Union républicaine du Sénat a examiné, hier, l'ordre à établir pour le renouvellement des corps élus. Il s'est prononcé pour l'ordre suivant :

- 1° Elections municipales ;
- 2° Elections départementales ;
- 3° Elections législatives ;
- 4° Elections sénatoriales.



CONFÉRENCE DE PARIS

C'EST AUJOURD'HUI
QUE LES DÉLÉGUÉS
BULGARES ARRIVENT
À NEUILLY

Le traité serait déjà presque entièrement rédigé ; il comporterait une diminution du territoire actuel de la Bulgarie et le paiement d'une indemnité à titre de réparations.

LA DATE DE LA REMISE DU TRAITÉ DE PAIX SERA FIXÉE BIENTÔT

C'est ce matin qu'arrive, à Neuilly, où elle sera logée au Pavillon de Madrid, bien connu de la population parisienne, la délégation bulgare de la Conférence de la paix. Elle comprend plus de soixante-quinze personnes. Les principaux membres sont d'abord, son chef, M. Theodoroff, chef du gouvernement, puis trois ministres, MM. Ganev (Justice), Sakyssof (Commerce) et Stambouliski (Travaux publics) ; ensuite un certain nombre de personnalités politiques et militaires, parmi lesquelles nous citerons : MM. Guechof, ancien président du Conseil ; Sarafov, ancien ministre des Finances ; et les généraux Loukov, chef d'état-major de l'armée, et Sakharof, député au Sobranie. Nous nommerons enfin M. Stanciof, bien qu'il ne fasse pas officiellement partie de la délégation.

LE COLONEL HENRY
causant dans le parc du château de Madrid
avec le commissaire Priollet.

lement partie de la délégation, mais en raison des nombreuses années qu'il passa à Paris, comme ministre de Bulgarie auprès du gouvernement français.

Il n'est point sans intérêt de rappeler brièvement, au moment où la Bulgarie va recevoir les conditions de paix des Alliés, le rôle considérable qu'elle joua aux côtés des Empires centraux dans la guerre mondiale.

La Bulgarie ne prit ouvertement partie contre l'Entente que le 25 septembre 1915, après avoir calculé de quel côté elle tirerait le meilleur parti de son intervention et après avoir habilement trompé ceux qui avaient eu la naïveté de croire qu'elle n'oserait jamais entrer en lutte contre la Russie, sa libératrice de 1877. La déclaration du tsar bulgare Ferdinand ne fut pas seulement un grave échec pour notre diplomatie — M. Delcassé, ministre des Affaires étrangères, dut donner sa démission — mais ce fut aussi, et surtout, la cause immédiate de l'invasion de la Serbie, frappée dans le dos par son plus implacable adversaire.

Tôt ou tard, la trahison bulgare devait se payer, et, alors qu'elle avait été l'un des piliers fondamentaux des rêves d'hégémonie germanique, elle devait être la cause première de leur effondrement. C'est par l'armée bulgare que commença la déchéance des Empires centraux, lorsque, le 15 septembre 1918, les Français et les Serbes pénétrèrent le centre de ses positions sur le plateau de Dobro, entre les lacs d'Ochrida et de Doiran. Deux semaines à peine après le brillant début de notre offensive balkanique, le 25 septembre, la Bulgarie se mettait à notre entière discrétion. Dès lors, était écroulé le Milieu-Europe, l'effondrement de la coalition ennemie.

Le 4 octobre, le tsar Ferdinand abdiqua en faveur de son fils Boris, mais bien malin ! La dynastie était chassée de Bulgarie, transformée en république... Telles sont les conditions dans lesquelles les délégués bulgares se présentent devant la Conférence de la paix. La responsabilité qui pèse sur leur nation est grave ; ils le savent. Et ils savent aussi qu'il leur est difficile de compter aujourd'hui sur cette sentimentalité quasi internationale dont la Bulgarie avait bénéficié avant la guerre, devant l'Europe.

Le traité, dit-on, est presque prêt ; la Bulgarie, au point de vue territorial, sortira amoindrie de l'aventure où elle s'est lancée par une ambition mal contenue. En ce qui concerne les réparations financières auxquelles elle devra faire face, un chiffre concret serait fixé, dit-on, par le traité ; il s'élèverait à un peu plus d'un milliard, dont la plus grosse partie irait aux Roumains et aux Serbes, et le solde à la Grèce. Mais nous serons, paraît-il, fixés exactement dans un très court délai. — JEAN MÉNEVAL.

LES FÊTES DE LA VICTOIRE EN BELGIQUE

M. POINCARÉ REMET LA CROIX
DE LA LÉGION D'HONNEUR
À LA VILLE DE LIÈGE

Le président de la République évoque, dans un discours d'une haute tenue, la splendide épopée du général Leman et la merveilleuse défense des forts de Liège, en août 1914

LE DÉPART DU PRÉSIDENT POUR PARIS

(DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL.)

Liège, 24 juillet. Les Liégeois, qui sont les Français de Belgique, ont reçu le président Poincaré avec un enthousiasme souriant.

Le temps s'est montré plus clément qu'aux journées précédentes. Le départ eut lieu de Bruxelles à 8 heures. Dans le train royal prennent place M. et Mme Poincaré, le roi, la reine, le maréchal Foch, le prince Léopold et la princesse Marie-José.

De Bruxelles à Liège, le train est salué par les populations accourues aux barrières ; partout on agit des drapeaux, et on crie : « Vive la France ! » Tout le pays semble en fête.

À Liège même, le président est accueilli avec une cordialité débordante et communicative. Les soldats qui forment la haie

LE GÉNÉRAL LEMAN (+),
photographié à son arrivée à Paris, au lendemain de son départ de la Suisse.

sont choisis, au 12^e de ligne, parmi les anciens combattants de Liège ; le drapeau du régiment porte les noms glorieux de Liège et de Namur.

Le cortège se rend de la gare à la place Saint-Lambert, où doit avoir lieu la remise des insignes de la Légion d'honneur.

Sur tout le parcours on passe sous des voûtes de feuillage, de drapeaux et des arcs de triomphe. Les enfants des écoles font la haie. Il y a beaucoup d'enfants dans la Cité Ardente ; des milliers de fillettes, portant dans les cheveux des rubans tricolores, crient : « Vive la France ! » et jettent des fleurs. Les voitures de l'escorte disparaissent bientôt sous les fleurs et les drapeaux. On croise une estrade sur laquelle est représenté, par des personnages vivants, un groupe symbolique dans le goût des mystères du moyen âge : c'est Paris venant au secours de Liège.

Rien ne peut décrire l'enthousiasme de la foule.

En Flandre, on criait : « Vive la France ! » avec énergie ; ici, les cris se font doucement avec une profonde et sincère tendresse. Durant la cérémonie, la place Saint-Lambert, envahie de groupes, avec des délégations de sociétés des mutilés, présente un coup d'œil éblouissant.

Sur cette coquette place, toute fleurie de drapeaux français et belges, et baignée par les vagues de l'immense mer humaine, le bourgmestre a souhaité la bienvenue au président.

Il a évoqué les heures tragiques de 1914, au cours desquelles a été scellée définitivement l'union des deux peuples français et belges.

DISCOURS DE M. POINCARÉ

M. Poincaré répondit par le discours suivant :

Messieurs,
Le 7 août 1914, j'avais l'honneur de téléphoner à S. M. le roi des Belges : « Je suis heureux d'annoncer à votre Majesté que le gouvernement de la République vient de décorer de la Légion d'honneur la vaillante ville de Liège. Il tient à honorer ainsi les courageux défenseurs de la place et l'armée belge tout entière, avec laquelle l'armée française verse depuis ce matin son sang sur les champs de bataille ».

À l'heure où j'ai pu vous adresser ce message d'admiration que la France vous adresse, et depuis lors, la guerre a tenu entre nous un riteau que la victoire a mis quatre années à déchirer. Mais à mesure que la victoire s'est faite davantage sur la merveilleuse défense de Liège, l'héroïsme du général Leman, des troupes belges et de la population civile est apparu dans une splendeur plus vive, et les efforts mêmes qu'a ten-

tu l'Allemagne pour défigurer l'histoire nous ont fait sentir que de rendre plus éclatant le triomphe de la vertu.

L'honneur gouverneur de Liège, qui avait, depuis longtemps, prévu l'agression allemande et qui avait tout fait, au cours des années passées, pour augmenter la valeur défensive de la place, avait redoublé d'activité dans les jours d'effort qui avaient précédé l'assaut de l'ennemi.

Le 4 août, au moment même où l'Allemagne, lançant les trinités et répétant sa signature, violait impitoyablement la neutralité belge, et faisait passer votre frontière à ses troupes, le général Leman adressait un appel énergique au courage de la garnison et au patriotisme des habitants.

Il avait donné l'exemple, sur les deux rives de la Meuse, « de vos deux forts d'arrêt et, sans peur et sans reproche, il attendait.

Le lendemain, il recevait la proclamation du général allemand qui prétendait avoir pénétré en Belgique pour vous protéger contre une invasion française déjà commencée, et qui vous promettait hypocritement de vous épargner et vous l'accueilliez à bras ouverts.

Le gouverneur répondait, en Spartiate ou en Romain, que Liège ne se déshonorerait pas.

L'ennemi, furieux, cherchait aussitôt à se précipiter par surprise entre les forts de Barchon et d'Eueigne ; mais les assaillants étaient rejetés en désordre. Ils revenaient à la charge. La lutte s'accroissait, en perpétuelles sanglantes, et par milliers les Allemands tombaient sur les glacis.

Le 6, des automobiles pénétrèrent dans la ville traîtreusement et en sont vite expulsées par l'indignation de nos soldats.

Dans la soirée, c'est le fort de Boncelles qui est, à son tour, l'objet d'un violent assaut, et vos chasseurs à pied chargés de la contre-attaque se heurtent à une telle supériorité numérique que leur drapeau se brise devant une montagne de cadavres.

Le sort de la 3^e division est en jeu. Si elle reste sur place elle peut être écrasée ou encerclée. Le gouverneur comprend qu'il doit, à tout prix, la sauver et l'envoyer grossir l'armée qui défend le territoire et le drapeau.

Mais, en même temps, il veut que Liège ne cesse d'être une place forte, qu'elle continue à remplir sa mission militaire, qu'elle se retire le plus longtemps possible, et de permettre ainsi à la Belgique de continuer à mener leur mobilisation et de concentrer leurs armées.

Il donne donc aux forts d'arrêt l'ordre de résister jusqu'au bout, et il se retire lui-même dans son réduit de Louvain, d'où il surveille et encourage les onze autres satellites de place occupée.

La bataille continue, de plus en plus farouche. Les 200 et les 300, dont l'apparition fut, au début des hostilités, une cruelle surprise sur les Belges, comme en Lorraine, font rage sur les canons. Les batteries des forts s'épuisent, les caisses s'épuisent. L'ennemi tient toujours. Mais, le 16 août, l'arrivée d'un obus allemand détermine une explosion terrible dans un magasin de munitions, et le général Leman est ramassé, à demi asphyxié, dans les débris.

Les Allemands, forcés de s'incliner devant sa bravoure, lui rendent son épée avant de l'emporter en captivité et, au moment de partir, il écrit au roi cette phrase pleine de simplicité et de grandeur : « J'aurais volontiers donné ma vie pour vous servir, mais la mort n'a pas voulu de moi ».

Cette splendide épopée n'est pas seulement celle du général Leman. Elle est celle du soldat belge. Elle est celle de la ville de Liège, du mois d'août 1914, avec de vous n'avez pas hésité sur son destin, et il ne le bombardement, ni les fusillades, ni les tortures, d'une occupation prolongée ne vous ont fait regretter, un seul instant, d'avoir choisi, aux heures critiques, le parti de l'honneur.

Messieurs, le 13 septembre 1916, je remettais à la ville de Verdun, sous les murs de laquelle venait d'éclater le flot de l'armée allemande, la même croix que j'apporte aujourd'hui à la grande cité wallonne. De même que Liège avait dû à l'Allemagne, la Belgique et la France sont prêtes à le donner.

« Tu ne passeras pas ».

À cette ans de distance, les deux villes de la guerre les deux parties complémentaires d'un effort essentiel, et l'un qui passe sous leurs ponts à effrités, les rayons d'une gloire commune. Toutes deux ont bien mérité de la justice et de la liberté. Elles porteront toutes deux, dans leurs armoiries, le même emblème de leur vaillance et de leur dévouement.

Les paroles du président ont été chaleureusement acclamées par la foule.

M. Poincaré a alors épinglé sur un coussin portant les armes de la ville de Liège la croix de la Légion d'honneur.

Puis, très démocratiquement, le roi a convié le président à se rendre ensuite à l'hôtel de Ville à pied.

À l'hôtel de Ville, le bourgmestre a remis à M. Poincaré une médaille d'or en mémoire de sa visite. Puis, se tournant vers le maréchal Foch, il lui a donné une épée d'honneur.

Le général Leman, le glorieux défenseur de Liège, retenu par son mauvais état de santé, n'a pas pu assister à cet hommage de la Cité Ardente à la France victorieuse. Il s'est excusé par lettre auprès de M. Poincaré, qui lui a répondu par un télégramme dans lequel il lui adresse ses vœux de prompt rétablissement et lui rend toutes ses félicitations admiratives.

Un grand banquet a été offert aux deux chefs d'Etat et à leur suite par le bourgmestre et les échevins de Liège.

Puis, le cortège s'est reformé et a gagné le Jardin d'acclimatation.

À 4 heures, revenu à la gare des Guillemins, M. Poincaré prenait congé du roi et le remerciait, non sans émotion, de l'accueil que la Belgique venait de lui faire.

HORACE VAN OFFEL.

AU PALAIS-BOURBON

LE DÉBAT FINANCIER
EST CLOS PAR LE VOTE
D'UN ORDRE DU JOUR
DE CONFIANCE

Après un assez vif assaut donné par M. André Lefèvre et une réplique du ministre des Finances, l'ordre du jour pur et simple, écarté par le président du Conseil, est repoussé.

L'ORDRE DU JOUR DE CONFIANCE RECUEILLE 304 VOIX CONTRE 17

Le débat engagé mercredi à la Chambre sur le prochain emprunt et la politique financière a pris fin hier soir par le vote d'un ordre du jour de confiance au gouvernement.

La discussion fut tout aussi calme la veille. On entendit d'abord M. Jacques Stern, toujours partisan d'un emprunt, l'ordre du jour, le spécialiste du groupe socialiste en matière financière. Puis, vers 6 heures du soir, on arriva à l'ordre du jour, et l'assemblée s'anima quelque peu.

Trois ordres du jour étaient déposés. M. Tournan demandait, d'autre part, l'ordre du jour pur et simple.

Le gouvernement accepte l'ordre du jour pur et simple si on y attache le caractère de la confiance, dit notoirement M. Clemenceau.

M. Tournan répliqua que les explications données par le ministre des Finances répondaient pas à la gravité de la situation, et que la Chambre ne pouvait donner à l'ordre du jour pur et simple que le sens d'un ordre du jour d'attente.

Intervention de M. André Lefèvre

Puis, M. André Lefèvre attaqua vigoureusement la politique financière de M. Klotz :

— Depuis huit mois, dit-il, j'ai tenté d'obtenir des précisions de M. le ministre des Finances. Nous sommes toujours trouvés en présence du vague et du flou. Il nous a constamment demandé de ne pas diminuer son autorité de plénipotentiaire à la Conférence de la paix. La guerre est finie, il nous faut de la clarté. Or, nous n'est fixé en matière financière, que la confusion.

Très applaudi sur de nombreux bancs, M. André Lefèvre soutint que, dans les

M. ANDRÉ LEFÈVRE
(Phot. Manu.)

projets du ministre des Finances, il avait que du vide et de l'imprécision.

— Vous avez demandé un effort de 600 millions, quand on demande 5 milliards, qu'il faudrait demander, reprocha-t-il M. Klotz. Faudra-t-il donc que se soient les commissions qui les réclament, votre place ? Si vous voulez faire appel au crédit public, national ou international, faut commencer par établir dans les finances, sinon un équilibre absolu, au moins des ressources suffisantes pour gérer sérieusement les 5 milliards qu'il faut emprunter.

Le député des Bouches-du-Rhône affirma que si l'on avait demandé 5 ou 6 milliards, on aurait eu des souscriptions énormes. Mais, dit-il, on n'a pas demandé 5 milliards, on a demandé 5 milliards de plus, et on n'a pas eu de souscriptions.

— Oh ! dit-il à M. Klotz, pas avec l'emprunt fait suivant les vieilles formules. Les palais sont blassés : les souscriptions ont besoin d'un aliment plus fort que les taux d'intérêt qu'on leur a offerts jusqu'ici ; si vous voulez le succès, il faut autre attrait : celui des lois, que vous cédez maintenant pour les régions libérées, et qu'il vous faudra bientôt accepter pour vos rentes !

Après ces paroles, M. André Lefèvre ramena M. Klotz à la tribune.

Le ministre rappela qu'il avait demandé 1 milliard 800 millions d'impôts nouveaux, et qu'il avait obtenu 1 milliard 800 millions, dit-il. Nous verrons d'ailleurs, comment la Chambre et le Sénat auront approuvé les taxes que j'ai proposées. Pour l'apport des impôts : on les critique, on n'apporte pas, on dit : « A qui sommes-nous ministres ? » 5 milliards ! Charge excessive ! Comment le pays la supporterait-il ?

« Il est facile à un député de lancer une proposition d'emprunts à lois.

« Mais quand un emprunt est en préparation, il est de règle de n'en indiquer que la forme, le titre à l'avance. C'est dans vingt-quatre ou les quarante-huit heures que les projets d'emprunts sont soumis aux votes. »

Après un centre, à droite et sur des bancs à gauche, M. Klotz fit appel à la confiance de la Chambre :

— La politique financière du gouvernement, dit-il, je l'ai définie complètement, j'ai fait et je continuerai à faire tous les efforts possibles pour sortir d'une situation difficile, mais qui présente des aspects favorables.

Le vote

M. André Lefèvre revint encore à charge. Puis on passa au vote.

L'ordre du jour pur et simple, repoussé en dernier lieu par le président du Conseil, fut écarté par 302 voix contre 173.

Par 304 voix contre 134, la Chambre adopta enfin un ordre du jour de M. Klotz, ainsi conçu :

« La Chambre, confiante dans le gouvernement et repoussant toute addition, passe à l'ordre du jour. »

Séance ce matin. — LEOPOLD BLOND.

LIÈGE. — LE FORT DE LONCIN ET SES COUPLES QUI SUBIRENT LE BOMBARDEMENT LE PLUS VIOLENT

Ayuntamiento de Madrid

Sténo
Dactylographie
Comptabilité, Langues, etc.
ÉCOLE PIGIER, 33, rue de Rivoli, PARIS
LÉCON PAR CORRESPONDANCE

LA LOI DE HUIT HEURES SERA APPLIQUÉE LA MARINE MARCHANDE

5 HEURES DU MATIN DERNIÈRE HEURE 5 HEURES DU MATIN

LES CONTE D'EXCELSIOR LA COMMODE

Le Sénat a ratifié hier le vote de la Chambre.

EN ANGLETERRE

LES FÊTES DE LA VICTOIRE

EN AUTRICHE

LA LOI DE HUIT HEURES SERA APPLIQUÉE LA MARINE MARCHANDE

Le Sénat a ratifié hier le vote de la Chambre.

Le Sénat a clos, hier, par le vote d'un projet de loi, l'application de la loi de huit heures à la marine marchande. Le projet, qui a été voté par 15 voix contre 10, a été adopté à l'unanimité.

Le projet de loi, qui a été voté par 15 voix contre 10, a été adopté à l'unanimité.

Le projet de loi, qui a été voté par 15 voix contre 10, a été adopté à l'unanimité.

LES MINES SEMBLANT MAINTENANT PRÉSERVÉES CONTRE LES INONDATIONS

Pas de changement dans la grève, sauf une augmentation du chômage à Nottingham.

Londres, 24 juillet. — On déclare, cet après-midi, que la situation, quant à la préservation des mines, est maintenant satisfaisante. Les mines, qui étaient menacées par les inondations, sont maintenant protégées.

Le projet de loi, qui a été voté par 15 voix contre 10, a été adopté à l'unanimité.

LE RETOUR DE M. POINCARÉ EN FRANCE

Le président de la République reçoit à Namur et à Charleroi un accueil enthousiaste.

Liforé, 24 juillet. — Sur le quai de la gare, les honneurs militaires ont été rendus par une compagnie d'infanterie avec drapeaux et musique. C'est avec la plus affectueuse cordialité que le président Poincaré et le roi Albert se sont séparés.

À 4 h. 25, le train présidentiel s'est mis en marche, aux cris mille fois répétés de « Vive la France ! Vive le président de la République ! »

L'OPINION MANIFESTE UNE VIVE OPPOSITION CONTRE LE TRAITÉ DE PAIX

À l'Assemblée nationale, plusieurs partis ont pris la décision de ne pas le voter.

BALE, 24 juillet. — On mande de Vienne : Toute la presse viennoise exprime son indignation au sujet des conditions de paix. Les journaux apprennent de source compétente que l'Union pangermaniste votera contre l'acceptation du traité de paix à l'Assemblée nationale.

De même, la coalition des chrétiens sociaux, socialistes, ne pourra former une majorité en faveur de la signature, car les représentants quitteront la salle avant le vote.

Sur le front bolchevik

L'offensive hongroise contre les Roumains

Vienne, 24 juillet (retardée en transmission). — Un communiqué hongrois annonce que les troupes hongroises ont recommencé partout. Les troupes hongroises ont réussi à franchir la Theiss, à Szolnok.

Bela Kun télégraphie à M. Clemenceau

BALE, 24 juillet. — On mande de Budapest : Bela Kun a adressé à M. Clemenceau la dépêche suivante :

M. Clemenceau, président de la Conférence de la paix à Paris.

Les édiles parisiens fêtés à Liège

Après le départ du président de la République, M. Evain, président du Conseil municipal de Paris, entouré de ses collègues a offert à la Ville de Liège, comme cela s'est fait pour les villes de Strasbourg, Metz et Colmar, un drapeau aux couleurs françaises dont la hampe est surmontée d'une croix de la Légion d'honneur.

Dans la soirée, un dîner de 600 couverts a été offert en l'honneur des conseillers municipaux de Paris. L'événement, M. Evain, a porté un toast au président Poincaré, qui, dit-il, pendant la guerre, a guidé la France avec une grande justice de vue à travers des obstacles inouïs vers le droit, la justice et la liberté. M. Evain a répondu et remercié.

Un démenti du président Wilson

Washington, 24 juillet. — Le président Wilson a autorisé la presse à déclarer que la nouvelle d'après laquelle il aurait proposé et formulé lui-même, à la Conférence de Paris, les clauses relatives au Chan-Toung est absolument fautive. Le président déclare qu'il a fait, au contraire, et dans la mesure de ses moyens, tout son possible pour obtenir une modification de cette clause du traité. Le président espère, d'ailleurs, que l'attitude que prendra définitivement le Japon vis-à-vis du Chan-Toung mettra pleinement en lumière tous les pourparlers qui ont eu lieu.

Les bagarres de Washington

Washington, 24 juillet. — Les incidents entre blancs et noirs ne se sont pas renouvelés hier soir. Les autorités croient qu'ils sont terminés.

À l'Assemblée de Weimar

BALE, 24 juillet. — On mande de Weimar : Le discours du ministre-président Baer a été suivi de déclarations de M. Müller, ministre des Affaires étrangères. Ces déclarations préconisent le transfert des territoires aux Polonais sans friction, la survivance de l'amitié des anciennes puissances alliées aux empires centraux, et remercient les neutres de leur activité médiatrice.

Après s'être étendu sur les obligations économiques du traité, M. Müller a terminé ainsi :

« Le premier devoir de la politique étrangère allemande doit être de travailler à établir l'atmosphère de confiance dont l'Europe a besoin, si elle veut respirer dans le repos. »

En Allemagne

Nouvelle tentative des spartaciens

BALE, 24 juillet. — On mande d'Eisenach : Les spartaciens ont renouvelé leurs attaques contre la gare des chemins de fer d'Eisenach. La nuit dernière, vers minuit, une bande armée a attaqué la gare et les troupes gouvernementales avec des revolvers, des grenades à mains et des fusils. La lutte s'est transformée en un vrai combat nocturne, avec entrée en jeu de l'artillerie, de lance-mines et de projecteurs. Les assaillants ont finalement dû se retirer, vraisemblablement en raison de leurs pertes.

Les troupes gouvernementales seront renforcées afin d'éviter le renouvellement de pareils incidents.

Des soldats bulgares tuent quatre soldats français

SALONIQUE, 24 juillet. — On mande de Sofia que des incidents très graves se sont produits, ces jours-ci, à Dom-Palanka, au moment du débarquement dans cette ville d'un régiment français.

Les soldats bulgares cantonnés dans la ville ont attaqué les Français, et une vive fusillade s'est engagée entre les deux troupes. Elle s'est prolongée pendant trois heures.

Les pertes bulgares ne sont pas connues. Cet incident, qui indique clairement les véritables sentiments des Bulgares envers les Alliés, a produit une grande sensation à Belgrade.

Arrivée de nouveaux délégués autrichiens

Hier matin, sont arrivés quatre délégués techniques autrichiens : MM. Franz Kammerer, Schumacher, Beer et Prochnick.

On annonce, d'autre part, l'arrivée prochaine du ministre des Finances autrichien, M. Schumpeter, qui sera accompagné de MM. Krast et Leiner.

Ces délégués viennent à Saint-Germain pour mettre au point la réponse autrichienne aux propositions économiques de la conférence et pour discuter les clauses économiques et financières du traité de paix avec l'Autriche.

Un rapport sur l'occupation bulgare de la Macédoine orientale

On communique de cette année, les gouvernements de Belgique, de France, de Grande-Bretagne et de Serbie, après enlèvement avec le gouvernement hellénique, des délégués chargés de faire une enquête sur l'occupation de la Macédoine orientale par l'armée bulgare.

Cette commission vient de publier son rapport. Ce document donne sur la diminution de la population de la région intéressée des chiffres impressionnants.

Le nombre des habitants qui, au moment de l'invasion bulgare, était de 305.000, s'est réduit à l'heure actuelle à 235.000. Il y a eu 32.000 décès pendant l'occupation, et près de 42.000 personnes furent déportées en Bulgarie.

Le rôle de la C. G. T. selon M. Jouhaux

On nous communique le discours prononcé à la séance du 22 juillet du Comité national extraordinaire de la C. G. T. par son secrétaire général, M. Jouhaux. Après avoir défini le rôle de la C. G. T. et exposé les raisons qui lui avaient dicté son attitude, M. Jouhaux a déclaré nettement que la révolution n'est pas une affaire de force, mais une affaire de conscience. Il a déclaré que la C. G. T. ne se propose pas de faire concurrence aux autres organisations, mais de concourir à la plus grande liberté des individus avec le plus grand souci de l'intérêt collectif.

Le rôle de la C. G. T. selon M. Jouhaux

On nous communique le discours prononcé à la séance du 22 juillet du Comité national extraordinaire de la C. G. T. par son secrétaire général, M. Jouhaux. Après avoir défini le rôle de la C. G. T. et exposé les raisons qui lui avaient dicté son attitude, M. Jouhaux a déclaré nettement que la révolution n'est pas une affaire de force, mais une affaire de conscience. Il a déclaré que la C. G. T. ne se propose pas de faire concurrence aux autres organisations, mais de concourir à la plus grande liberté des individus avec le plus grand souci de l'intérêt collectif.

Le rôle de la C. G. T. selon M. Jouhaux

On nous communique le discours prononcé à la séance du 22 juillet du Comité national extraordinaire de la C. G. T. par son secrétaire général, M. Jouhaux. Après avoir défini le rôle de la C. G. T. et exposé les raisons qui lui avaient dicté son attitude, M. Jouhaux a déclaré nettement que la révolution n'est pas une affaire de force, mais une affaire de conscience. Il a déclaré que la C. G. T. ne se propose pas de faire concurrence aux autres organisations, mais de concourir à la plus grande liberté des individus avec le plus grand souci de l'intérêt collectif.

Le rôle de la C. G. T. selon M. Jouhaux

On nous communique le discours prononcé à la séance du 22 juillet du Comité national extraordinaire de la C. G. T. par son secrétaire général, M. Jouhaux. Après avoir défini le rôle de la C. G. T. et exposé les raisons qui lui avaient dicté son attitude, M. Jouhaux a déclaré nettement que la révolution n'est pas une affaire de force, mais une affaire de conscience. Il a déclaré que la C. G. T. ne se propose pas de faire concurrence aux autres organisations, mais de concourir à la plus grande liberté des individus avec le plus grand souci de l'intérêt collectif.

Le rôle de la C. G. T. selon M. Jouhaux

On nous communique le discours prononcé à la séance du 22 juillet du Comité national extraordinaire de la C. G. T. par son secrétaire général, M. Jouhaux. Après avoir défini le rôle de la C. G. T. et exposé les raisons qui lui avaient dicté son attitude, M. Jouhaux a déclaré nettement que la révolution n'est pas une affaire de force, mais une affaire de conscience. Il a déclaré que la C. G. T. ne se propose pas de faire concurrence aux autres organisations, mais de concourir à la plus grande liberté des individus avec le plus grand souci de l'intérêt collectif.

Le rôle de la C. G. T. selon M. Jouhaux

On nous communique le discours prononcé à la séance du 22 juillet du Comité national extraordinaire de la C. G. T. par son secrétaire général, M. Jouhaux. Après avoir défini le rôle de la C. G. T. et exposé les raisons qui lui avaient dicté son attitude, M. Jouhaux a déclaré nettement que la révolution n'est pas une affaire de force, mais une affaire de conscience. Il a déclaré que la C. G. T. ne se propose pas de faire concurrence aux autres organisations, mais de concourir à la plus grande liberté des individus avec le plus grand souci de l'intérêt collectif.

